



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 29 AVRIL 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

MALGRE LE COVID-19, LA MONUSCO RESTE ENGAGEE AUX COTES DES FORCES DE SECURITE CONGOLAISES

Dans un contexte national et international dominé par la pandémie de COVID-19, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, est gravement préoccupée par la recrudescence des attaques de groupes armés locaux et étrangers contre la population civile à l'est du pays.

« Malgré l'urgence que représente la gestion de la pandémie de COVID-19, la MONUSCO s'efforce de s'adapter aux contraintes, dans le respect des recommandations sanitaires, afin de poursuivre ses actions de protection des civils et d'appui aux forces de sécurité congolaises », a souligné Leila Zerrougui. « Plus que jamais, les autorités nationales et provinciales ont besoin du soutien de tous les partenaires pour faire face ».

Les Forces armées de la RDC sont actuellement engagées sur plusieurs fronts dans des opérations complexes et périlleuses, avec le soutien de la MONUSCO.

Dans l'Ituri, où les territoires de Djugu et de Mahagi sont le théâtre de tueries contre les populations civiles depuis plusieurs mois, la MONUSCO a multiplié ses patrouilles dans les zones les plus vulnérables, y compris les camps de déplacés et le long de la Route nationale 27, et vient de renforcer sa présence militaire autour de Fataki.

La Mission a par ailleurs intensifié son soutien logistique aux militaires congolais, notamment en matière d'évacuations médicales des soldats blessés, ainsi que les vols de reconnaissance pour notamment permettre aux FARDC de localiser les combattants armés. La MONUSCO continue aussi à documenter les violations des droits de l'Homme ; elle demande que les auteurs de ces crimes graves ne restent pas impunis.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le Sud-Kivu, où les tensions dans les Hauts-Plateaux se sont aggravées ces dernières semaines, la MONUSCO a déployé plusieurs bases avancées en soutien aux FARDC, action qui a permis de contenir la situation et limiter l'action des groupes armés dans une certaine mesure, notamment à Bijombo, Mikenge et Minembwe.

Outre l'appui tactique en renseignement et en soutien aérien, la Mission facilite logistiquement le déploiement des renforts FARDC, le transport d'équipements et les évacuations médicales. Ces dernières semaines, les Casques bleus ont aussi contribué à sauver des centaines de vies lors des inondations meurtrières survenues à Uvira.

Enfin, au Nord-Kivu, la Mission poursuit son appui aux FARDC dans leur lutte contre les ADF qui continuent de s'en prendre à la population civile pour tenter de décourager les opérations en cours contre leurs positions.

La Représentante spéciale a rappelé la nécessité de poursuivre les efforts de stabilisation en suivant une approche globale : d'un côté, fermeté et pression maximale sur ceux qui refusent de rendre les armes, de l'autre, mise en place de mécanismes de résolution pacifique des conflits en accompagnant la restauration des fonctions régaliennes de l'Etat, au bénéfice des populations.

Elle a aussi noté que le soutien des populations à leurs institutions, notamment leurs forces armées, était essentiel au succès des opérations en cours contre les groupes armés. « Il n'y a d'avenir que dans l'unité, et j'appelle tous les Congolais à ne pas tomber dans les pièges tendus par ceux qui attisent les haines communautaires dans leur seul intérêt et aux dépens des plus vulnérables », a-t-elle dit.

ITURI :

La Gouvernement congolais et la MONUSCO, à travers le Programme de Stabilisation et de Reconstruction (STAREC) et l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO (UAS), viennent de mobiliser des fonds supplémentaires dans le Territoire de Djugu en Ituri. Il s'agit de 5 millions de dollars américains financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS).

A ces 5 millions s'ajoute un autre million de dollars américains en provenance du FCS déjà sécurisé pour le Projet de dialogue démocratique dans le Territoire de Djugu. Ce qui fait un budget total de 6 millions de dollars américains repartis en 3 projets de Stabilisation pour le seul Territoire de Djugu : Dialogue Démocratique ; Projet de Retour, Réintégration et de Relance socio-économique (RRR) ; Projet de Restauration de l'autorité de l'Etat.

Le FCS est un des mécanismes de financement et d'opérationnalisation de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation pour l'est de la RDC (ISSSS) en appui au Programme STAREC. Le Territoire de Djugu fait partie de la zone prioritaire ISSSS numéro un dans la Province de l'Ituri, priorisé selon 1) l'impact des dynamiques de conflits sur la sécurité physique des populations, 2) l'impact des dynamiques de conflits sur la cohésion sociale et 3) l'impact des dynamiques de conflits sur le tissu économique.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

PRISONS :

La MONUSCO continue de soutenir les autorités congolaises dans la sensibilisation et la mise en place de mesures de prévention contre le COVID-19, notamment dans les prisons qui sont particulièrement vulnérables.

A Kalemie, l'Unité pénitentiaire de la MONUSCO assure quotidiennement le suivi des activités pénitentiaires à la prison centrale. Plusieurs initiatives ont été prises à cet effet, notamment une session de formation d'une quarantaine de personnes sur la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19 : le personnel administratif et médical ainsi que les détenus ont été informés des mesures adoptées pour enrayer la pandémie.

La prison de Kalemie compte actuellement 812 détenus dont 16 femmes et 32 mineurs. Sept points de lavage des mains ont été mis en place et surveillés par les détenus formés afin d'assurer un niveau plus élevé d'hygiène personnelle à l'intérieur du centre de détention.

A Kananga, également, l'Unité pénitentiaire a fait du mentorat au niveau des autorités de la prison centrale sur différents sujets pour prévenir la maladie, à la fois auprès du personnel de sécurité, du greffier de la prison sur le recensement des détenus vulnérables (femmes, mineurs) du Comité National d'Éthique de Santé (CNES) de Kananga.

En outre, en collaboration avec le Ministère provincial du genre et de la Police nationale congolaise, la Police des Nations unies a sensibilisé des vendeuses sur le COVID-19 au marché central, au marché de Nganza, du marché Ofida et celles du marché Muse Laurent Kabila.

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation militaire se caractérise par une croissance des activités opérationnelles notamment dans la province de l'Ituri où les exactions perpétrées par les groupes armés ont connu un pic au cours de ce mois. Aussi, dans un souci de coordination et de cohérence, la réponse au COVID-19 reste une priorité entièrement intégrée dans les activités de planification opérationnelle.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, le fait marquant de la semaine écoulée reste le redéploiement d'un bataillon uruguayen, réserve de la Force, dans l'Ituri afin d'endiguer la vague de violence dont sont auteurs les assaillants de Djugu. Ainsi, une base de déploiement a été installée dans la localité de Fataki en renforcement du contingent du Bangladesh déjà présent dans la province. Il convient de mentionner aussi la réouverture de la Route nationale numéro 27 (RN 27) par la Force de la MONUSCO, consacrant ainsi la reprise du trafic entre les localités de Bunia et Djugu distante d'environ cinquante kilomètres. Le contingent uruguayen aura désormais la mission d'assurer la protection des civils le long de la RN 27 et dans l'ensemble de la zone comprise entre les localités de Pisto et Nioka.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La compagnie de Génie militaire du Népal poursuit les travaux de construction des sites de démobilisation et de désarmement des combattants FRPI respectivement dans les localités de Kagaba et Karatasi en soutien au processus du DDR.

Dans le territoire de Beni, la Force intensifie les patrouilles dans la région de Halungupa qui a connu au cours de ce mois une recrudescence des activités des ADF. L'objectif de ces patrouilles est de restaurer la paix et la confiance au sein des populations dont la majorité a déserté les villages, puis de les inciter à retourner dans leurs domiciles. La Force travaille en étroite collaboration avec les FARDC et la PNC afin de sensibiliser les populations locales aux mesures préventives mises en place par les autorités provinciales contre le COVID-19. Par ailleurs, des travaux de reconnaissance sont en cours pour la réhabilitation de la route Eringiti-Kianama-Tchabi.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la Force travaille de concert avec les FARDC pour lutter contre les groupes armés de la région. Une reconnaissance aérienne conjointe a été effectuée avec les FARDC et la section "protection civile" en vue d'évaluer la situation sur le terrain et d'envisager des actions coercitives. Les bataillons marocain et indien ont mené des patrouilles robustes dans le territoire de Rutshuru et dans l'ensemble des zones où les groupes armés se font plus menaçants. L'unité des personnels féminins du contingent indien s'est engagée auprès des communautés locales afin d'une part de s'enquérir de leurs préoccupations quotidiennes, et d'autre part de les sensibiliser au respect des mesures de prévention contre le COVID-19.

La province du Sud-Kivu, a été marquée par les inondations consécutives aux pluies torrentielles survenues dans la localité d'Uvira. Les personnels du contingent pakistanais de la Force ont remarquablement porté secours et assistance aux populations sinistrées. La compagnie de Génie militaire de la Chine a par ailleurs entrepris des travaux de construction d'ouvrages de rétention d'eau au niveau du fleuve Mulongwe. La Force, en liaison avec la Police des Nations Unies, s'est engagée aux côtés des FARDC, de la PNC et du comité local en charge de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la maladie à coronavirus pour sensibiliser les populations. La base de déploiement de Minembwe de concert avec les unités locales FARDC ont mené des patrouilles conjointes en vue de prévenir les actes de violence dans la localité. La Force a en outre effectué des patrouilles de dissuasion dans les territoires de Fizzi et Uvira en vue de protéger les personnes déplacées internes des camps de Bijombo et Mikenge. Deux bases temporaires ont été installées à Murnvya et Kigulube toujours dans le cadre de la protection des civils.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 36 combattants de divers groupes armés au cours de ce mois d'Avril.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

EBOLA :

Le chef du bureau des Nations Unies, Abdou Dieng, réaffirme l'engagement et le soutien de la communauté internationale au peuple congolais dans la lutte contre la résurgence d'Ebola.

« La recrudescence d'Ebola qui est survenue le 10 avril a été une grande déception pour nous tous. Cependant, l'exemple de l'épidémie d'Ebola qui avait frappé plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest en 2014-2016 nous montre que ces résurgences sont courantes. En effet, la maladie était réapparue au Libéria, en Guinée, en Sierra Leone, parfois même après la déclaration de la fin de l'épidémie.

Ici, en République démocratique du Congo, nous avons eu la chance d'avoir encore sur place des équipes professionnelles et qui bénéficient de l'expérience et de la connaissance du terrain acquises pendant ces vingt derniers mois. Parmi elles, la majorité est composée de locaux dont le savoir et l'expertise pourront servir le pays à l'avenir en cas de futures résurgences.

Nous avons aussi la chance d'avoir accès à des vaccins et à un traitement efficace qui peuvent aujourd'hui sauver des vies. Parmi les sept personnes affectées lors de cette résurgence, quatre sont décédées faute d'avoir recherché des soins à temps. Une personne malade a fui le centre de santé où il se trouvait en attente de transfert vers un centre de traitement où il aurait pu être sauvé. Cette fuite a non seulement mis en péril sa propre vie mais aussi celle des personnes qu'il a croisé sur son chemin. Des efforts conjoints des autorités congolaises et de la Police des Nations Unies (UNPOL) pour tenter de géolocaliser le patient sont en cours mais les espoirs de le retrouver vivant s'amenuisent chaque jour.

Nous devons joindre nos efforts pour nous assurer que les personnes malades soient orientées à temps vers des centres de santé où elles pourront recevoir les soins nécessaires à leur survie. Il en va de la responsabilité de chacun d'assurer le bien-être de leur communauté. Plus de 1 200 personnes ont aujourd'hui vaincu Ebola en République démocratique du Congo. Ils sont la preuve vivante que si la maladie est traitée à temps, elle peut être soignée.

Comme nous l'avons vu en Afrique de l'Ouest, ces survivants ou guéris peuvent aussi, à de très rares occasions, conserver des traces du virus Ebola dans leurs liquides biologiques ou être victimes de rechutes. C'est pourquoi le ministère de la santé et la communauté internationale travaillent main dans la main pour assurer un suivi régulier des guéris pour les protéger et protéger leurs communautés. Ces personnes ont survécu à une des maladies les plus violentes au monde et souffrent souvent encore de troubles physiques ou psychiques. Ils ont besoin de tout notre soutien pour les aider à les réintégrer dans la société. Il est temps de remplacer la peur et l'exclusion par l'information et la bienveillance. »

COVID-19

Le Dr Amédée Prosper Djiguimé, Chargé du Bureau de l'OMS en RDC a indiqué mardi 28 avril que l'appui de l'OMS dans la lutte contre le nouveau coronavirus, COVID-19 était en train de "monter en puissance" pour aider la RDC à mieux gérer et contrôler la pandémie sur son sol.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Avec un financement de l'Union européenne (ECHO), le Bureau Pays a remis officiellement plus de 50 motos, incluant 50 casques de protection ainsi que 14 mille litres de carburants au Ministre de la Santé, Dr Eteni Longondo, en vue de renforcer la réponse, particulièrement le déplacement des agents sanitaires du Ministère de la Santé pour la surveillance épidémiologique, le suivi des cas COVID-19 et les tests systématiques de leurs contacts. "Ces motos nous seront très utiles pour atteindre les contacts dans certaines localités éloignées de Kinshasa et d'accès difficile," a souligné le Ministre de la Santé qui a remercié ECHO et l'OMS pour "cette forte solidarité à l'égard de la RDC."

Plus de 500 kilogrammes de chlore ainsi des médicaments essentiels pour la prise en charge des patients ont été également remis, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne à Kinshasa. Pour Jean-Marc Châtaigner, "ce don s'inscrit dans le cadre d'une contribution d'urgence de 3,9 millions d'euros fournis par ECHO et gérée par notre partenaire OMS en RDC. D'autres équipements, médicaments et matériels sanitaires sont en cours d'achat et seront livrés au fur et à mesure."

L'OMS a déjà déployé près de 70 experts en première ligne sur le terrain et participe à tous les niveaux de la riposte (coordination, surveillance, laboratoire, gestion des données, suivi des contacts, prévention et contrôle de l'infection, logistique, communication des risques, engagement communautaire ainsi que l'appui aux fonctions de base au Ministère de la Santé). "Nous allons continuer à mobiliser et renforcer d'autres partenariats afin que la RDC relève le défi de la lutte contre le coronavirus et, finalement, pour qu'elle arrive à mieux protéger l'ensemble de sa population," a ajouté de son côté le Dr Djiguimé.

A la date du 27 avril, la RDC comptabilisait un total de 471 cas confirmés de COVID-19, incluant 30 décès (létalité : 6,36%) ainsi que 56 personnes déjà sorties guéries. Sept de ses 26 provinces sont touchées par le virus, à savoir, Ituri (2 cas), Haut-Katanga (1 cas), Kinshasa (épicerie de la maladie avec 456 cas), Kongo Central (2 cas), Kwilu (1 cas), Nord Kivu (5 cas) et Sud Kivu (4 cas).

L'OMS encourage fortement la population à appliquer les gestes barrières en vue de se protéger et de protéger les autres. Il s'agit entre autres de : i) se laver régulièrement les mains, ii) tousser ou éternuer dans le coude ou dans un mouchoir, iii) utiliser un mouchoir à usage unique et jetable, iv) se saluer sans se serrer la main, v) éviter les embrassades, vi) observer une distanciation physique de plus d'un mètre etc. A Kinshasa, les autorités ont décidé depuis la mi-avril 2020, que le port du masque en public était obligatoire pour limiter la propagation du Coronavirus.

ONU Femmes s'engage pour la protection des enfants et la prévention des violences sexuelles à Kinshasa :

Ce mercredi 29 avril à 11h, la Représentante résidente d'ONU Femmes, Awa Ndiaye Seck, effectue une visite de travail dans les locaux de l'Escadron de protection de l'enfant et prévention des violences sexuelles de la Police Nationale à Kinshasa.

Elle remettra des équipements nécessaires pour permettre aux agents de continuer leur action auprès des victimes de crimes basés sur le genre durant la crise du coronavirus : des masques, des gants, des thermomètres, et de quoi se laver les mains à chaque intervention.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Cette visite a aussi pour but d'analyser les stratégies à mettre en place pour prévenir les cas des violences basées sur le genre, qui ont doublé dans la ville sur le premier trimestre de 2020 par rapport à l'année d'avant (374 cas contre 180 en 2019).

La Major qui dirige l'Escadron présentera également les dernières données sur la situation des violences sexuelles et basées sur le genre dans la ville de Kinshasa dans le contexte du COVID-19. La Ministre d'État, Ministre du Genre, Famille et Enfant, et le Conseiller Spécial du Président pour la jeunesse, le genre et la violence contre les femmes participeront aussi à la visite et la remise d'équipement, rendues possibles grâce au soutien de l'Ambassade de Suède.

En outre, le dispositif lave-main "Maboko Peto" en réponse à la pandémie COVID-19 est désormais opérationnel dans la ville de Kinshasa grâce à l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). C'est une invention de l'Institut National de Préparation Professionnelle « INPP » à travers son service des Energies renouvelables.

Ce lave-main fonctionne à l'aide de l'énergie solaire et dispose de deux robinets qui s'ouvrent avec un système de détection automatique de présence sans que l'utilisateur ne le touche. Le premier robinet fait jaillir le savon liquide et le deuxième de l'eau pour laver les mains. Un sèche-main magnétique est également installé en-dessous du thermo flash capable de capter la température de l'utilisateur à moins d'un mètre de distance. Ce qui permet d'identifier des cas suspects et de les signaler à l'équipe médicale.

L'expérimentation de cette innovation est conduite avec l'équipe des Laboratoires d'accélération du PNUD et été menée dans deux sites publics, à savoir à l'entrée du Compound Oasis de Bandalungwa et sur les huileries à l'entrée de la Commune de la Gombe.

Ce dispositif qui pèse entre 10 et 15 Kg peut être facilement transporté et posé dans les lieux publics tels que les hôpitaux, les banques, les marchés ou super marché ainsi les arrêts de bus. L'INPP est en mesure d'en fabriquer une dizaine par jour. En partenariat avec le PNUD, l'INPP compte produire ce dispositif à grande échelle et sa duplication dans toutes les provinces de la RDC.

VACCINATION :

Alors que le nombre de cas COVID-19 continue d'augmenter en République démocratique du Congo (RDC), l'UNICEF avertit que des milliers d'enfants risquent de ne pas recevoir des vaccins qui sauvent des vies.

Bien que les enfants aient été largement épargnés par l'impact direct du virus, ils seront certainement affectés par les réticences de leur famille à se faire soigner dans les centres de santé. Les parents doivent maintenant peser le risque de s'exposer et d'exposer leurs enfants au virus contre les avantages de vacciner leurs enfants à temps. Dans un pays où seuls 35 % des enfants âgés de 12 à 23 mois ont reçu tous les vaccins recommandés pour la petite enfance, les conséquences pourraient être dévastatrices.

L'année dernière, la RDC a connu l'une des pires épidémies de rougeole au monde, avec plus de que 5 300 décès enregistrés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'UNICEF appelle le gouvernement de la RDC à poursuivre les services de vaccination de routine dans la mesure du possible, tout en assurant la sécurité des parents et des travailleurs de la santé, et à commencer dès maintenant une planification rigoureuse pour intensifier les programmes de vaccination une fois que la pandémie est sous contrôle, afin d'éviter l'apparition de maladies évitables grâce à la vaccination.

L'UNICEF exhorte aussi les donateurs internationaux à s'engager à apporter un soutien généreux sur plusieurs années pour les programmes d'immunisation de la RDC.

REFUGIES

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) vient d'octroyer au HCR un financement de 5,4 millions de dollars américains pour les urgences sous financées en RDC. La priorité de ce financement est de mettre en œuvre des programmes vitaux, qui répondent aux besoins immédiats des personnes déplacées internes.

Les activités seront menées principalement dans le secteur de la protection communautaire et amélioreront l'accès des personnes déplacées internes à des abris ainsi qu'à des articles ménagers de première nécessité dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu, de l'Ituri, du Kasai et du Tanganyika. Ce projet sera mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2020.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28